

Chers Camarades,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous saluer et à travers vous, tous les adhérents de vos syndicats, de nos syndicats qui constituent la Filpac-CGT.

Notre Comité général, comme cela a été dit et écrit, se tient dans un moment d'intense affrontement de classe entre le monde du travail et le grand patronat de la finance et de l'industrie.

C'est le cas notamment dans les branches papetières dont nous suivons sur le site fédéral les luttes nombreuses et résolues et dans tous les secteurs : la presse, le labeur, la distribution, la publicité où le patronat s'appuie sur le soutien sans failles de la majorité politique qui est aux commandes du pays pour remettre en cause l'ensemble des règles sociales et les garanties qu'avaient su construire des générations de salariés.

L'actualité immédiate nous interpelle au sujet des retraites. Dans trois jours est prévu le premier rendez-vous de lutte. Les propositions de la CGT sont ici connues et permettent le financement des retraites prises dès 60 ans avec une pension complète à taux plein.

De même, la pénibilité regroupant sous cette dénomination des réalités nouvelles et différentes est intégrée à notre démarche revendicative pour des départs dès 55 ans.

La bataille pour les retraites en pose rapidement une autre, celle du remplacement par des plus jeunes et donc, la question de l'emploi. C'est, avec les salaires, la préoccupation majeure du monde du travail. Les salariés sont inquiets mais disponibles pour l'action, pour des initiatives fortes exprimant le refus de la casse des emplois et aussi des propositions alternatives contradictoires favorisant l'investissement, la formation et le développement industriel.

Puisqu'ici, nous partageons tous le même constat, la même analyse, décidons aujourd'hui de faire du 23 mars une journée d'action et de grève allant jusqu'à 24 heures et non parution de toute la presse quotidienne, c'est légitimement la réponse qui s'impose face aux attaques qui nous sont portées. Mais si un mouvement de cette ampleur ne peut se réaliser d'ici à mardi, cela serait certes regrettable mais cela ne doit pas nous entraîner au renoncement. Comme je ne souhaite pas ré-intervenir, je propose que nous décidions dans ce cas sans attendre de prolonger la mobilisation du 23 par une grande journée nationale à l'appel de notre fédération avec des grèves et une manifestation nationale de la Filpac (pas forcément à Paris d'ailleurs) pour nos emplois, nos salaires et nos retraites.

C'est, certes, un objectif ambitieux mais nous pouvons le réussir en passant de la situation de constat à celle de coordination et de rassemblement des luttes.

Cette initiative contribuera à donner de la confiance dans les résultats que nous pouvons obtenir — et nous ne partons pas de rien — ainsi qu'une autorité renforcée à notre fédération.

Même si l'ordre du jour de ce Comité général ne prévoit pas l'examen de l'activité depuis le dernier congrès, il n'empêche que pour ré-initier une fédération rassembleuse de tous ses syndicats, examinant les problèmes auxquels ils sont confrontés et les luttes qu'ils mènent, il ne peut être possible de soutenir même partiellement, comme cela a été fait, des projets patronaux tels que *Défi 2010* aux NMPP ou des initiatives élyséennes comme les États généraux de la presse. Ce ne sera une surprise pour personne, nous sommes en désaccord avec ce qui a été déclaré au nom de la Filpac sur ces deux questions majeures.

Evidemment, nos camarades, tous les camarades ont des difficultés à s'y retrouver entre ces prises de position et ce qu'ils vivent puisqu'en dehors des mesurette, les États généraux de la presse n'ont accouché que d'un nouveau plan social et que le plan *Défi 2010* n'est qu'une étape vers la déstructuration de la distribution de la presse, précédant celle initiée par le rapport Mettling sur le sujet et destiné à être remis au 1^{er} Ministre dans les prochains jours.

La position officielle de la Filpac sur le nouveau contrat social — dit « plan Imprime » — signé à Paris, et qui aura des incidences nationales, est à l'opposé de celle de notre syndicat. Nous pensons qu'il fallait refuser les plans sociaux et la remise en cause des acquis. L'aval donné à la signature d'une partie des syndicats parisiens, sans aucune réunion sur un sujet d'un tel enjeu, ne peut que désespérer un peu plus et éloigner davantage nos adhérents de leur fédération. Jusqu'à présent, les plans sociaux — certes à des conditions financières acceptables — supprimaient définitivement des emplois sans toucher au reste. Dans ce cas précis, il revient sur les quelques acquis qui pouvaient demeurer et surtout, ouvre la porte à de véritables licenciements. Dès à présent, forcément, les directions tentent d'utiliser ces dispositions. C'est extrêmement dangereux !

De même, l'avenir de l'imprimerie du *Monde* à Ivry, tel qu'il est traité dans l'expression fédérale, ne correspond pas aux demandes et aux préoccupations des syndiqués du SGLCE.

Cela fait effectivement beaucoup de désaccords sur des sujets importants. L'existence de désaccords n'est pas en elle-même une situation anormale ; le vrai problème est dans le fonctionnement qui ne permet pas de débattre de ces désaccords et donc de trouver, si possible, les moyens de les résoudre.

Un tel fonctionnement a produit des dégâts considérables.

Peut-on, veut-on trouver une solution ? Nous le souhaitons. Mais cela passe par des actes et de nouvelles pratiques inscrites dans la durée ; il n'y aura pas de miracle. On ne pourra en rester aux déclarations d'intention.

Commençons, par exemple, à régler le sujet du Cogitiel avec la mise en place d'un module adapté à notre syndicat.

Le ton de cette intervention, somme toute modéré, veut illustrer que le SGLCE aspire à retrouver sa fédération, à avancer sur la base des principes essentiels et fondamentaux du syndicalisme CGT.

Marc NORGUEZ